

## où va la france ?

# conseil national du PSU

## Limoges ...

Le conseil national de Limoges avait du pain sur la planche et pourtant il a été l'un des plus détrevés de l'histoire du PSU. Fait unique dans les annales il s'est terminé à l'heure... + 3 minutes !

Les votes sur le rapport d'activité de la direction et sur la résolution politique sont significatifs d'un parti uni qui a confiance en lui.

Rapport d'activité	Résolution politique
Pour : 256	majoritaire : 291
Contre : 36	Minoritaire : 43
Abstentions : 84	abstentions : 58
NPPV (1) : 88	NPPV (1) : 11

(1) NPPV : Ne prend pas part au vote

Comment ne pas être confiant puisque la situation confirme les analyses passées du PSU sur la nature du Programme commun et de l'Union de la gauche ?

Bien sûr, faire référence au mot d'autogestion n'est pas définir une stratégie de passage autogestionnaire au socialisme. Mais enfin comment le PSU pourrait-il être indifférent quand le cou-

rant qu'il veut exprimer est si fort qu'il parvient à imposer le mot d'autogestion à ceux qui, il y a peu de temps, n'y voyaient qu'un « piège » ?

Confiants, les délégués n'ont pas été tentés pour autant par l'autosatisfaction. Comment triompher lorsque la gauche est divisée et qu'elle n'offre plus une perspective pour sortir de la crise qui pèse de tout son poids sur les travailleurs ? Les délégués ont investi leur confiance dans un travail intense au cours des diverses commissions de travail. La presse a parlé des propositions élaborées en vue de reconstruire une nouvelle unité ; des propositions qui conviennent aux conditions difficiles de la période. Elle a aussi rendu compte des propositions faites par le PSU pour que le courant autogestionnaire se rassemble et pèse de tout son poids dans la bataille des législatives.

C'est le signe que le PSU se porte bien. Il y a trop longtemps que la presse se complaisait à faire silence sur le PSU et ses propositions.

Par contre, la presse a peu parlé



Michel Mousel Photo DR

d'un travail considérable accompli par le conseil national : approfondir, compléter, clarifier les 103 pages de « Propositions de programme pour la construction du socialisme autogestionnaire en France » prises en considération au congrès de Strasbourg (1). Elle n'a pas parlé non plus du travail de commission en vue de développer les « convergences autogestionnaires » et de préparer les « états généraux » de l'autogestion qui auront lieu en janvier.

On ne peut pas rassembler le courant autogestionnaire en s'en tenant aux seules propositions électorales. Il faut travailler sans relâche à la convergence militante des forces qui se réclament de l'autogestion dans les luttes quotidiennes. Il faut offrir des lieux de confrontation et des propositions de programme.

Ce travail a été l'un des aspects les plus importants du conseil national.

**J.-M. DEMALDENT**

(1) Document publié dans Critique socialiste, n° 29.

## résolution politique

### La crise et la politique de la droite

Avec l'application des plans Barre successifs, tandis que se

poursuit la restructuration capitaliste et que s'accroissent les profits du patronat, le chômage et l'inflation s'accroissent, le pou-

voir d'achat de la masse des travailleurs diminue et les conditions de vie de toutes les couches populaires s'aggravent.

La droite au pouvoir s'avère de plus en plus impuissante à résoudre les problèmes posés par le développement de la crise dans toutes les sphères de la vie sociale. Elle espère cependant échapper à la défaite politique en utilisant selon les circonstances deux stratégies : l'une qui vise, sous la direction de Chirac, à rassembler les forces les plus réactionnaires et conservatrices en essayant de retrouver une certaine base populaire à grand renfort de démagogie chauvine, l'autre cherchant, avec Giscard, à réaliser un groupement centriste intégrant la social démocratie.

C'est dans ce contexte économique et politique qu'intervient la rupture de l'union de la gauche.

### Les causes de la rupture de l'union de la gauche

Il serait faux de réduire l'origine de cette rupture à de simples divergences ponctuelles, au désaccord sur les nationalisations ou le partage des ministères. Elle a des causes bien plus profondes.

*La nature même du Programme commun explique que son actualisation ait conduit la gauche dans une impasse.*

Le Programme commun n'apportait pas de réponse à la crise. Mais ce n'est pas simplement parce que celle-ci a éclaté après 1972. C'est d'abord parce qu'au moment où il a été signé il a refusé de reconnaître le nouveau cours, plus unitaire, plus combatif, plus « radical » des luttes ouvrières, et, du même coup, ignoré que le refus des cadences, de l'organisation du travail, de la hiérarchie, mettaient en question la croissance capitaliste du quart de siècle antérieur.

C'est parce qu'il a été négocié et rédigé sans prendre en compte la dynamique du mouvement social qui s'était développé depuis 1968, en faisant apparaître des aspirations profondes à un changement radical de société auxquelles un catalogue de mesures gouvernementales et la seule perspective d'un aménagement graduel du système capitaliste ne pouvaient répondre.

C'est parce que, dès le départ, il ne correspondait pas aux données nouvelles de la lutte des classes.

Mais la droite est si impuissante devant la crise, tellement cynique à l'égard de toutes les couches populaires, qu'elle doit être battue. S'il en est ainsi, les travailleurs ne laisseront pas échapper les fruits de leur victoire. Dans chaque entreprise, dans chaque branche, ils engageront l'action pour arracher les revendications que Barre avait réussi à enterrer. Nous pensons qu'ils devront exiger la démission du chef de la droite, Giscard d'Estaing, imposer au nouveau gouvernement une politique conforme à leurs aspirations, prendre en main la résistance à la contre-offensive de la bourgeoisie, constituer sans délais leurs conseils ouvriers et les comités populaires de quartiers.

Cette lutte est celle de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient autogestionnaires, socialistes ou communistes.

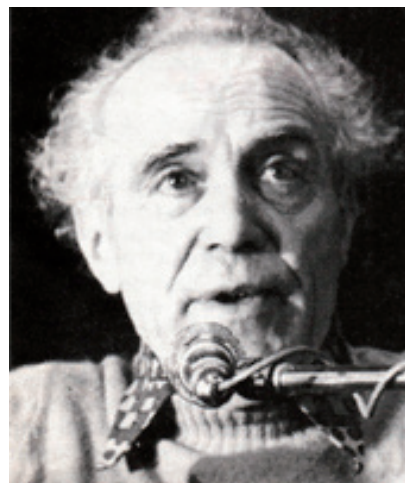
Le Programme commun refusait de se prononcer pour une véritable rupture avec le capitalisme. C'est cette ambiguïté fondamentale qui s'est révélée au cours du débat d'actualisation sur le problème central de la réponse à apporter à la crise économique. Le PS a progressivement défini une politique économique devant conduire à la gestion de la crise par la gauche victorieuse, dans le cadre préservé des institutions actuelles, en gardant Giscard d'Estaing. Sous peine de commettre un suicide politique, le PCF ne pouvait admettre une telle politique d'austérité, contradictoire avec les revendications de la grande masse des travailleurs : mais il a cantonné sa réponse dans les limites fixées par le Programme commun de 72, en entretenant l'illusion d'un retour à l'expansion rapide des années 60 dans le cadre d'une politique étroitement nationaliste.

*La gauche est aussi dans l'impasse parce qu'elle a toujours donné un contenu restrictif à l'unité.*

En s'abritant derrière le mythe du Programme commun, le PCF comme le PS ont avant tout cherché à renforcer leurs positions respectives, sociales et électorales. Ils se sont montrés incapables de développer l'action unitaire des travailleurs contre la politique du pouvoir. Dès l'origine, en refusant l'organisation à la base de la mobilisation populaire, ils ont réduit

leur stratégie à des relations « au sommet » ; et celles-ci se sont progressivement transformées en une simple lutte d'influence, chacun tentant de rééquilibrer la gauche à son profit.

Les succès enregistrés sur ce plan par le PS, privilégié par son rôle de machine électorale présidentielle et l'attraction exercée sur les classes moyennes par ses thèmes « modernistes », ont joué un rôle important dans le durcissement de l'attitude du PC. C'est ce qui explique en partie, qu'après avoir contribué à freiner les luttes de 72 à 74 pour des raisons électoralistes, le PC ait repris par la suite des initiatives dans ce domaine. Il cherche ainsi à compenser sur le terrain social la modification du rapport des forces survenue en sa défaveur sur le terrain électoral, et à obtenir des garanties pour le lendemain des élections. Le PC veut se poser en garant des revendications ouvrières. C'est pourquoi il recherche le soutien des forces opposées à toute politique d'austérité et donc, au premier chef, du courant autogestionnaire. Cette volonté de rapprochement, mais aussi la montée des aspirations



Yvan Craipeau - Photo DR

autogestionnaires dans la classe ouvrière, l'ont amené à modifier ses positions sur des sujets fondamentaux comme l'autogestion, le contenu des nationalisations, l'initiative laissée aux travailleurs par les transformations sociales, sans qu'il revienne pour autant sur sa conception du parti dirigeant de la classe ouvrière.

### L'enjeu de la bataille politique de 78



Victor Leduc - Photo DR

La droite pense que les divisions et les impuissances de la gauche pourront lui permettre de remporter la victoire en 78. S'il en était ainsi le patronat pourrait continuer à exercer sa dictature. Il est probable qu'il chercherait à utiliser la social-démocratie pour l'aider à surmonter la crise. Une telle perspective serait lourde de conséquences pour les travailleurs divisés et démoralisés.

Mais la droite est si impuissante devant la crise, tellement cynique à l'égard de toutes les couches populaires, qu'elle doit être battue. S'il est ainsi, les travailleurs ne laisseront pas échapper les fruits de leur victoire. Dans chaque entreprise, dans chaque branche, ils engageront l'action pour arracher les revendications que Barre avait réussi à enterrer. Nous pensons qu'ils devront exiger la démission du chef de la droite, Giscard d'Estaing, imposer au nouveau gouvernement une politique conforme à leurs aspirations, prendre en main la résistance à la contre-offensive de la bourgeoisie, constituer sans délais leurs conseils ouvriers et les comités populaires de quartiers.

Cette lutte est celle de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient autogestionnaires, socialistes ou communistes.

*Pour le débat unitaire, l'unité d'action, le rassemblement des autogestionnaires.*

## Le débat sur l'unité

*Pour contribuer à créer les conditions de l'union de tous les travailleurs, de toutes les forces populaires, le PSU reprend les propositions qu'il a faites lors de sa rencontre avec le bureau confédéral de la CFDT.*

- l'organisation de discussions ouvertes et unitaires au niveau des entreprises pour éviter que des explications polémiques tiennent lieu de débats.

- l'organisation des rencontres pour l'unité au cours desquelles seraient posés un certain nombre de problèmes essentiels pour sor-



Geneviève Petiot - - Photo DR

tir de la crise tels que l'emploi et la durée du travail, les salaires et la hiérarchie, le type de production, les droits et pouvoirs des travailleurs, la réponse à fournir à l'accroissement de la division internationale du travail...

*Le PSU entend poursuivre la confrontation avec les forces politiques et syndicales sur les conditions politiques d'une reconstruction de l'unité :*

- Avec le PCF, le constat commun a nettement établi l'étendue des convergences qui peuvent fonder une action commune, tout en soulignant les divergences essentielles qui subsistent. Le PSU estime positive la récente évolution de la direction du PCF sur le thème de l'autogestion. Celle-ci ne donne que plus de poids aux questions que le courant autogestionnaire doit poser aux militants communistes et à leur parti, dans le cadre de la poursuite et de l'ap-

profondissement du débat prévus par le constat commun :

- comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et le maintien de la reconnaissance de l'URSS comme pays « socialiste » alors qu'une bureaucratie d'Etat y impose une domination sans partage ?

- l'accentuation d'un nationalisme tous azimuts, les concessions à l'idéologie chauvine de la bourgeoisie (ralliement à la force de frappe, attitude par rapport à Concorde, aux surgénérateurs...) ne sont-elles pas, elles aussi, contraires à la revendication d'une extension des pouvoirs populaires et donc à la perspective de l'autogestion ?

- le poids de la crise capitaliste, les ouvertures de la bourgeoisie vers un compromis social-démocrate qui en découle ont certes joué un rôle déterminant dans la rupture de l'unité de la gauche. Pourtant, au-delà de ces constatations, les militants communistes ne doivent-ils pas s'interroger sur le bien fondé d'une stratégie d'unité antimonopoliste qui a pendant des années guidé leur action sans pouvoir éviter l'impasse actuelle ?

- Avec le PS, le PSU souhaite également établir des relations qui pourraient conduire à une



Bernard Ravenel - Photo DR

clarification des positions respectives. C'est dans cet esprit que le Conseil national mandate le bureau national pour faire parvenir au parti socialiste une adresse que nous souhaitons porter à la connaissance de ses militants.

Nous savons que nombre de ceux-ci se reconnaissent aujourd'hui dans le courant pour l'autogestion socialiste et des convergences certaines existent entre eux et les PSU. Cette référence commune ne saurait pour autant éluder des questions essentielles qui suggère la stratégie du combat pour l'autogestion :

— la mise en œuvre d'une alternative à la politique d'austérité imposée par la crise ne suppose-t-elle pas une rupture avec les tradi-



Pascal Gollet - Photo DR

tionnelles politiques des revenus de la social-démocratie ?

— l'affirmation de la recherche d'un autre type de croissance n'exige-t-elle pas une autre perspective au développement des pouvoirs populaires que celle délimitée par le programme économique du PS : « *participer à l'arbitrage entre le travail et le capital* » ?

— l'adoption d'un programme

de réforme de structures (même celles prévues par le Programme commun) n'est-elle pas incompatible avec le maintien à l'Elysée de l'actuel président de la République ?

### La politique d'unité d'action

Mais le combat pour l'unité passe d'abord par l'action commune contre le capitalisme, pour permettre de vivre, produire et travailler autrement. C'est le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle. De nombreux travailleurs en sont dès aujourd'hui conscients. Nous l'avons constaté par l'accueil très favorable qu'a reçu l'appel du PSU, diffusé à un million et demi d'exemplaires.

C'est dans l'action anticapitaliste que l'unité peut et doit se ressouder aujourd'hui : pour la défense de l'emploi et les 35 heures, pour la défense des travailleurs immigrés menacés par la politique de Stoléru, pour la défense du pouvoir d'achat écrasé par le plan Barre, pour le contrôle des prix et le blocage des loyers et des charges, dans le moratoire nucléaire...

Cette action unitaire permettrait à la fois de combattre la politique anti-ouvrière du pouvoir et de préparer l'offensive des travailleurs au printemps prochain. Elle devrait unir les militants des partis, des syndicats et des mouvements populaires et rendre possible un pacte d'unité d'action anticapitaliste.

### Pour le rassemblement des autogestionnaires

Le gage principal de l'unité d'action anticapitaliste, c'est l'existence du courant autogestionnaire. Depuis dix ans, un nombre croissant de militants redonnent un sens nouveau aux luttes sociales, mènent la lutte pour le contrôle ouvrier et contre la hiérarchie, expriment les aspirations des femmes, des jeunes, des soldats, des immigrés, des paysans travailleurs, des minori-



Serge Depaquit - Photo DR

tés nationales. Plus récemment, ils ont engagé l'action pour la défense de l'écologie et contre le nucléaire.

Pour être capable de jouer un rôle politique au niveau de son intervention sociale, le courant autogestionnaire doit se rassembler. Ce n'est pas chose facile. C'est un mouvement encore hétérogène. Il faut faire avancer le travail en commun et le débat. C'est une tâche essentielle que s'est fixée le PSU à son congrès de Strasbourg.

## le courant autogestionnaire dans les législatives

Le PSU estime qu'il est indispensable que le courant autogestionnaire soit présent lors des élections législatives par des candidatures communes qui reflètent la diversité de son action militante et des domaines où se manifeste l'aspiration à l'autogestion.

Le PSU se félicite de constater que dans plusieurs départements et localités, des militants appartenant ou non à diverses organisations, ont lancé des appels pour la constitution de candidatures de « Front autogestionnaire ». Il souhaite que de telles initiatives

se développent partout et soient relayées par un appel du même type au niveau national.

Le Conseil national mandate la Direction politique nationale pour qu'elle poursuive les propositions de plate-forme qu'elle a présentées en juin 1977 pour la constitu-

tions de candidatures autogestionnaires-écologie-droit des femmes-socialisme, en insistant sur la nécessité de faire apparaître la convergence entre les aspirations et revendications qui apparaissent dans le travail chez les femmes, dans l'action écologique, dans les mouvements nationalistes — et notamment sur le fait que cette convergence se réalise sur une option anticapitaliste.

L'existence d'un collectif d'appel et d'une plate-forme commune doivent permettre de réaliser un rassemblement large, et permettront à chacune des composantes de conserver son origi-

nalité.

Le PSU dénonce, en particulier, le fait que les femmes soient exclues de la vie politique. Cette exclusion est la conséquence de leur situation, chargées des tâches ménagères et familiales de manière presque exclusive, qu'elles travaillent à l'extérieur ou non, elles sont l'objet de discriminations dans les domaines de la formation, de l'emploi, dans la production... Malgré les victoires remportées par le Mouvement des femmes, elles se voient nier aussi le droit à la maîtrise de leur propre corps, par les insuffisances de la législation sur la contraception et

l'avortement, et par les violences dont elles sont l'objet.

Le PSU veut lutter contre cette situation ; il propose que le Front autogestionnaire se donne pour objectif de présenter autant de femmes que d'hommes aux élections de mars 78. Il souhaite que les plate-formes de ses candidates et de ses candidats soient discutées en commun avec les groupes de femmes existant, et les mouvements engagés dans les luttes contre les diverses formes de l'exploitation et de l'oppression des femmes.

---

## dans la presse

---

Le Conseil national de Limoges n'a laissé personne indifférent. S'il fallait encore s'en convaincre, il n'est besoin que de lire la presse parue aux alentours de ce week-end du 11 novembre. Ces trois jours-là ont fait s'écrouler le mur du silence, jusque-là maintenu autour du PSU par les médias. Peut-être parce que « L'unité populaire n'est pas un vain mot », comme le titre le *Quotidien de Paris* du 14 novembre ?

Pour *Le Populaire du centre* (12-11) « Le PSU demeure la force politique charnière du courant autogestionnaire (...) ; (il) espère bien que les luttes sociales vont continuer à se développer car il veut déplacer le centre du débat de la gauche. Il considère comme illusoire de vouloir reprendre le scénario là où il s'est bloqué. Par contre si les partis de gauche s'expriment sur les problèmes concrets, cadre de vie, femmes, luttes sociales, ils seront forcés d'abandonner le discours politique. »

*La Montagne* (12-11) souligne que « pour le PSU il ne fait aucun doute que la gauche a une bonne chance de succès mais il n'en demeure pas moins que nombre de questions posées depuis dix ans par les masses populaires n'ont pas été prises en considération par les signataires du Programme commun ». Une véritable remise

en cause de l'ordre économique et social repose donc *sur un rassemblement unitaire* qui grouperait tout à la fois les forces issues du mouvement de mai 1968 et les forces nées des luttes ouvrières et paysannes de cette dernière décade. »

Cette remise en cause passe par l'unité populaire dont *Le Monde* du 15 novembre rappelle que « Celle-ci consiste à articuler les luttes sociales au combat politique et à insérer dans le débat sur l'unité de la gauche, le courant autogestionnaire, que le PSU s'efforce de rassembler. Cette politique n'est pas nouvelle. Jusqu'à présent la direction du PSU a tenté de mettre en œuvre une stratégie autonome visant à regrouper les forces autogestionnaires [...] Dans le même temps, elle s'est efforcée de faire valoir son point de vue auprès des syndicats et partis de gauche et de poser des questions qui avaient été, à ses yeux, éludées par les partis signataires du Programme commun (définition d'une nouvelle forme de développement de la production, d'une nouvelle politique énergétique, création de pouvoirs de contrôle et de gestion à la base dans les entreprises publiques et privées notamment) ».

*Le Matin* (14-11) remarque que « le Conseil national a enfin été l'occasion pour le PSU de préciser

le sens des discussions engagées ces dernières semaines avec le PC. » Cet événement quasi passé inaperçu n'est pourtant, comme le remarque K. Evin dans le *Nouvel Observateur* (14-20 novembre) « pas dénué d'intérêt. D'abord parce qu'il marque un terme — définitif ? — à l'attitude méprisante jusque-là observée par le PC à l'égard de ces *gauchistes-rêveurs-irresponsables-faisant-le-jeu-du-pouvoir* du PSU. Ensuite parce qu'il signifie — du mois au PSU — une sorte de rentrée politique d'une organisation que certains croyaient marginalisée depuis le départ de M. Rocard. »

Ces discussions, rappelle *Le Matin* (14-11) « ont permis au PSU de constater l'évolution « positive » de la direction du PS sur le thème de l'autogestion. Mais deux questions restent posées au Parti communiste : « *Comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et la reconnaissance de l'URSS comme pays socialiste ? Les concessions à l'idéologie chauvine de la bourgeoisie et le ralliement à la force de frappe ne sont-elles pas contraires à une extension des pouvoirs populaires ?* ».

Autogestion, extension des pouvoirs populaires, il ne sera question que de cela aux états généraux pour l'autogestion qui se tiendront les 17 et 18 décembre dont *Le Monde* (15-11) rappelle qu'

« il (le PSU) espère que le succès d'estime obtenu par le première session sera cette fois dépassé. »

Pour *Libération*, « que le PSU puisse, en soi, peser dans un sens révolutionnaire sur les débats de l'Union de la gauche, semble donc un fait acquis pour la majorité des militants de ce parti... Acquis aussi, la victoire de la gauche aux législatives : la droite au pouvoir en France est si impuissante et cynique qu'elle sera battue... »

En ce qui concerne les législatives. *Le Monde* (15-11) écrit: « En revanche, les ententes avec

les groupes écologistes et avec les mouvements mouvements autonomistes doivent être recherchées à la base sous le sigle « *Front autogestionnaire* ». Une place importante doit être faite aux candidatures féminines au sein de ce Front autogestionnaire, qui devrait être présent dans deux cents circonscriptions (concernant soixante-quinze départements), dont la liste (provisoire) a été présentée. »

« Le PSU souhaite que l'union de la gauche cède la place à une « unité populaire » (*Le Monde* 15-

11); « Des propositions pour sortir la gauche désunie (*Libération* 15-11); « Mousel veut déplacer le débat dans la gauche » (*Le Matin* 12-11); autant de titres différents pour couvrir trois jours dans le Limousin, riches en réflexion et en débats. Trois jours qu'il appartient de prolonger pour la réalisation de l'autogestion. Trois jours qui ont montré que, désormais, on doit compter avec le PSU.

**Marie-Françoise CHAILLEUX**

---